



## PREUVE DE RÉCLAMATION

(voir instructions à la page 3)

Réservé à l'administration		
Garantie :		
Privilégiée :		
Ordinaire :		
Originale :	Modifiée :	Initiales
Colloquée le :		

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE :

**MÉTAUX M.P.I. INC.**, de la ville de Mirabel, province de Québec (ci-après désigné par « débiteur »)

et de la réclamation de \_\_\_\_\_, (ci-après désigné par « créancier »).

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :

\_\_\_\_\_ (à l'attention de)

\_\_\_\_\_ (numéro et rue)

\_\_\_\_\_ (ville, province, code postal et pays)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

Je soussigné, \_\_\_\_\_ résidant dans la ville de \_\_\_\_\_  
(nom de la personne qui remplit ce formulaire)

dans la province de \_\_\_\_\_, certifie ce qui suit :

Si vous êtes un représentant du créancier, précisez le poste ou la fonction.

1. ☐ Je suis le créancier du débiteur susnommé ou ☐ je suis \_\_\_\_\_ (poste ou fonction)  
de \_\_\_\_\_  
(nom du créancier ou de son représentant)

L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.
3. Le débiteur était, à la date du dépôt de l'avis d'intention, soit le 4<sup>e</sup> jour d'avril 2019, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de \_\_\_\_\_ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit.

Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.

4. A ☐ **Réclamation non garantie au montant de \_\_\_\_\_ \$**  
(autre qu'une réclamation d'un client visé par l'article 262 de la Loi). En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et :
- (i) ☐ pour le montant de \_\_\_\_\_ \$,  
je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.
- (ii) ☐ pour le montant de \_\_\_\_\_ \$,  
je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.

Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.

Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.

- B ☐ **Réclamation du locateur suite à la résiliation d'un bail, au montant de \_\_\_\_\_ \$.** J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : \_\_\_\_\_.

Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie.

- C ☐ **Réclamation garantie au montant de \_\_\_\_\_ \$.**  
En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à \_\_\_\_\_ \$  
et dont les détails sont mentionnés ci-après : \_\_\_\_\_.

Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.

- D ☐ **Réclamation d'un agriculteur, d'un pêcheur ou d'un aquiculteur au montant de \_\_\_\_\_ \$.** J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de \_\_\_\_\_.

Donnez tous les détails de la réclamation d'un salarié, y compris les calculs s'y rapportant.

- E ☐ **Réclamation d'un salarié au montant de \_\_\_\_\_ \$ :**  
(i) ☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
ou  
(ii) ☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.

Donnez tous les détails de la réclamation d'un employé, y compris les calculs s'y rapportant.

- F ☐ **Réclamation d'un employé relative au régime de pension au montant de \_\_\_\_\_ \$ :**  
(i) ☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.  
ou  
(ii) ☐ J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de \_\_\_\_\_ \$.

À remplir lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs. Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.

- G ☐ **Réclamation contre les administrateurs au montant de \_\_\_\_\_ \$.**  
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après : \_\_\_\_\_.

Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.

H ☐ **Réclamation d'un client d'un courtier en valeurs mobilières failli au montant de \_\_\_\_\_ \$.** J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après :  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Veillez choisir la formulation qui s'applique à votre situation en la cochant et barrant la portion non désirée.**

5. Au meilleur de ma connaissance, ☐ je *ou* ☐ le créancier susnommé ☐ suis/est *ou* ☐ ne suis/n'est pas lié au débiteur selon l'article 4 de la Loi, et, ☐ j'/je *ou* ☐ le créancier surnommé ☐ ai/a *ou* ☐ n'ai/n'a pas un lien de dépendance avec le débiteur.

**Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.**

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (*ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois*) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie à l'article 2(1) de la Loi : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique.**

7. ☐ Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170 (1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse ci-haut mentionnée.

**Le formulaire doit être signé en présence d'un témoin.**

8. FAIT À \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_, 201\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature du témoin)

\_\_\_\_\_  
(signature de la personne qui remplit ce formulaire)

\_\_\_\_\_  
(nom du témoin, en caractères d'imprimerie)

\_\_\_\_\_  
(nom de la personne qui remplit ce formulaire, en caractères d'imprimerie)

**Notes :**

Toute référence à la « Loi » réfère à la *Loi sur la Faillite et l'insolvabilité*.

Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

Lorsqu'une copie du présent formulaire est envoyée par voie électronique, par des moyens tels que le courriel, le nom et les coordonnées de l'expéditeur, tels qu'indiqués sur le formulaire 1.1, doivent figurer à la fin du document.

**Avertissements :** Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

**Pour toute question ou renseignement supplémentaire, n'hésitez pas à nous écrire ou à téléphoner au bureau du syndic.**

**PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.**

**SYNDIC AUTORISÉ EN INSOLVABILITÉ**

1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2500

Montréal (Québec) H3B 4Y1

**À l'attention de Monsieur Philippe Blain**

Téléphone : (514) 205-5001, poste 1572

Télécopieur : (514) 205-5694

Courriel : [blain.philippe@pwc.com](mailto:blain.philippe@pwc.com)

**PROCURATION GÉNÉRALE**

Je, \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_, créancier dans l'affaire susmentionnée,  
(nom du créancier) (nom du village ou de la ville)

nomme \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_ mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci ☐ étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place *ou* ☐ n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place.

FAIT À \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour de \_\_\_\_\_, 201\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(Signature du témoin)

\_\_\_\_\_  
(Signature du représentant autorisé)

\_\_\_\_\_  
(Nom du témoin, en caractères d'imprimerie)

\_\_\_\_\_  
(Nom et titre du signataire autorisé, en caractères d'imprimerie)

## Instructions afin de compléter la preuve de réclamation

Chaque créancier doit prouver sa réclamation, faute de quoi il n'a pas droit de partage dans la distribution des montants provenant de la réalisation de l'actif. De plus, les réclamations incorrectement complétées seront retournées.

Lorsque vous complétez votre preuve de réclamation, une attention toute spéciale doit être portée aux notes en marge du formulaire et aux instructions suivantes :

### Preuve de réclamation :

1. La preuve de réclamation doit être remplie et signée par un individu et non une société. Si le signataire de la preuve de réclamation n'est pas le créancier lui-même, il doit préciser son poste ou sa fonction au sein de la société, par exemple *directeur du crédit, contrôleur, agent autorisé, etc.*
2. La personne qui signe le formulaire doit connaître les faits entourant la réclamation.
3. La date qui apparaît à ce paragraphe est celle qui doit servir au calcul de la somme due. Un état de compte sur lequel doivent apparaître les détails de la réclamation ainsi que le nom exact du créancier doit accompagner la réclamation et être identifié « Annexe A ».
4. La nature de la réclamation doit être indiquée en cochant la case appropriée, c'est-à-dire que lorsque vous cochez la case :
  - A vous indiquez que la réclamation est non garantie et que
    - A(i) vous indiquez que vous ne revendiquez aucune priorité
    - A(ii) vous indiquez que vous réclamez une priorité en vertu de l'article 136 de la Loi. Vous devez fournir la preuve de cette priorité avec les pièces justificatives appropriées.
  - B vous indiquez que la réclamation du locateur fait suite à la résiliation du bail en vertu de l'article 65.2(4) de la Loi. Les pièces justificatives appropriées doivent être annexées à la réclamation.
  - C vous indiquez que la réclamation est garantie et vous y inscrivez la valeur estimative des sûretés détenues. Sur des annexes séparées, donnez les détails de chacune des garanties détenues et joignez une copie des documents en question.
  - D vous indiquez que le créancier est un fermier, un pêcheur ou un aquiculteur ayant livré des biens dans les quinze (15) jours précédant la date de mise sous séquestre ou de faillite et que lesdits biens n'ont pas été payés.
  - E vous indiquez que le créancier est un ancien employé du débiteur :
    - E(i) la réclamation d'un commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier pour salaires impayés, commissions ou toute autre somme due par un failli pour services rendus dans la période débutant la journée qui est six (6) mois précédant la date d'ouverture de la faillite et se terminant à la date de la faillite jusqu'à concurrence de deux mille dollars – déduction faite de tout montant payé par le syndic ou le séquestre pour ces services – par garantie sur les actifs à court terme à la date de la faillite;
    - E(ii) la réclamation d'un commis, préposé, voyageur de commerce, journalier ou ouvrier pour salaires impayés, commissions ou toute autre somme due par une personne qui fait l'objet d'une mise sous séquestre pour services rendus durant les six (6) mois précédant la première journée ou il y eu un séquestre en regard à la personne, jusqu'à concurrence de deux mille dollars – déduction faite de tout montant payé par le séquestre ou le syndic pour ces services – par garantie sur les actifs à court terme qui sont en possession ou sous le contrôle du séquestre.
  - F vous indiquez si votre réclamation est celle d'un employé relativement au régime de pension :
    - F(i) en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi, s'il s'agit d'une faillite
    - F(ii) en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi, s'il s'agit d'une mise sous séquestreVeuillez annexer tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.
  - G vous indiquez si votre réclamation est contre un administrateur en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi. Cette situation s'applique uniquement dans un contexte de proposition prévoyant une telle disposition à l'encontre des administrateurs. Veuillez annexer tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.
  - H (s'applique seulement dans les cas de faillites de courtiers en valeurs mobilières) vous indiquez que le créancier est un client du courtier en valeurs mobilières failli.
5. Le créancier doit indiquer s'il est ou n'est pas lié au débiteur (en cochant la case qui s'applique et en rayant la mention qui est sans effet) au sens de la définition de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*. La section 4 de la Loi stipule ce qui suit : si le créancier est lié par le sang ou le mariage du débiteur, il est considéré être lié au débiteur. Si le débiteur est une société, le créancier sera lié s'il est un actionnaire du débiteur ou si le créancier est contrôlé par les mêmes actionnaires que le débiteur.
6. Le créancier doit fournir une liste détaillée de tous les paiements reçus et/ou crédits accordés pendant la période indiquée. En laissant cet espace en blanc, il est présumé qu'il n'y a eu aucun paiement, ni crédit.
7. Cette section s'applique uniquement dans le cas d'une faillite personnelle; cochez la case si souhaité.
8. La personne qui signe le document doit indiquer le lieu et la date, et doit faire signer un témoin.

### Procuration générale :

Si vous désirez donner une procuration, la formule de procuration doit être complétée et signée par le créancier; si le créancier est une société, la formule de procuration doit être signée par un représentant autorisé (qui peut être une personne différente du signataire de la preuve de réclamation) et un témoin.